

**Séance extraordinaire du Conseil général du 26 juin 2012
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Robert Claude, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux, aux Conseillers généraux, salue Monsieur Marcel Humair qui nous rejoint pour la première fois ce soir. Pour rappel, il a été élu le 11 mars 2012 pour compléter le Conseil général suite à la démission de Madame Patricia Reinhard. Monsieur Claude salue également les représentants de la presse et Mesdames Jacqueline Stauffer et Brigitte Courtet Lestrade. Selon le règlement du Conseil général, chapitre 5, article 20, alinéa 4 « Dans les cas urgents, la convocation doit parvenir aux Conseillers généraux, 24 heures au moins avant la séance. ». Il y a urgence si l'on accepte cette structure avant la rentrée. Il faut tenir compte des délais d'opposition, de soumission, de postulation et d'exécution. Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, Monsieur Robert Claude procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 20 Conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur Jacky Epitoux est excusé.

Pour le Conseil communal, Monsieur Christophe Cerf est excusé.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par convocation à domicile
- Par affichage public
- Par la parution d'articles dans la presse

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Discuter et approuver la création d'une nouvelle structure d'accueil pour écoliers, sous condition de sa reconnaissance d'utilité publique par le Gouvernement jurassien ainsi que son financement
3. Discuter et approuver la création de 1.2 poste de travail pour le personnel de la structure d'accueil pour écoliers

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement.

2. Discuter et approuver la création d'une nouvelle structure d'accueil pour écoliers, sous condition de sa reconnaissance d'utilité publique par le Gouvernement jurassien ainsi que son financement

Entrée en matière.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je vous remercie d'être là, compte tenu des circonstances. Je salue la présence de la Commission de la crèche et de Madame Brigitte Courtet Lestrade, Directrice de la crèche Croque-pomme. Je ne pense pas qu'à ce stade de la

séance, il soit nécessaire de plaider longuement en faveur de l'entrée en matière puisque notre ordre du jour est précisément intégralement consacré à la création d'une structure d'accueil pour écoliers. Vous vous posez peut-être la question de savoir pourquoi ce point ne figure pas à l'ordre du jour d'une séance ordinaire. C'est un malheureux concours de circonstances qui a fait que le dossier était en train de mûrir, il y a eu une série d'évènements qui ont fait que nous n'étions nettement pas prêts au moment où le bureau du Conseil général a fixé la dernière séance. Mais les choses se sont accélérées, nous avons travaillé et nous pouvons ce soir vous présenter un projet. Au nom de la Commission de la crèche et du Conseil communal qui ont conclu unanimement à la nécessité de vous convoquer rapidement en séance extraordinaire pour proposer une solution à cet important problème de l'accueil des écoliers, je vous prie instamment d'accepter d'entrer en matière sur le point 2 de l'ordre du jour.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : comme l'explique le rapport qui vous a été envoyé avec la convocation, l'introduction du nouveau système scolaire HARMOS d'une part (qui, je le précise, ne prévoit aucune disposition en matière de garde et d'accueil des élèves) et le succès que rencontre notre crèche d'autre part, ont eu pour conséquence de mettre dans l'embarras un grand nombre de parents lorsqu'on a annoncé que leurs enfants de plus de quatre ans ne pouvaient plus être admis sans autre à Croque-Pomme dans la structure existante. Ce soir, vous êtes appelés à prendre une décision importante en donnant une suite logique et un relai à la crèche qui ne peut désormais assumer que l'accueil des tout-petits de 2 mois à 4 ans et en instituant une nouvelle structure d'accueil des écoliers réservée, elle, aux enfants qui fréquenteront l'école obligatoire, soit dès l'âge de 4 ans, à partir d'août prochain. En acceptant ce qui vous est proposé, vous mettrez à disposition des jeunes familles un outil souhaité, attendu par un nombre important de nos habitants. Vous montrerez que vous n'êtes pas insensibles aux énormes difficultés que rencontrent les nombreuses familles où les deux parents doivent travailler si plus aucun relai n'est assuré. Ce nouveau service, je l'ai dit, n'est qu'une suite logique à la crèche et s'avère indispensable dans l'époque que nous vivons avec tous ces changements de société et ses nouvelles réalités. C'est en tout cas à ces conclusions-là que sont parvenus les membres du Conseil communal et de la Commission de la crèche qui ont consacré pas mal de temps à soupeser et analyser tous les tenants et aboutissants de la question. Si vous acceptez ce projet exemplaire, vous donnerez également un signal fort et l'image d'une commune progressiste et dynamique aux futures familles qui projettent de s'installer aux Bois. Avant la discussion, je précise encore que le dossier qui vous est présenté ce soir a été établi avec soin. Les intervenants que nous avons rencontrés, soit les restaurateurs et le propriétaire du local prévu, se sont montrés parfaitement coopératifs et à l'écoute. Je voudrais d'avance les remercier pour leur collaboration passée et, j'espère, surtout future. Je voudrais aussi dire qu'après nous avoir rencontrés et écoutés, la responsable cantonale de l'accueil des enfants, Madame Bueche, à qui nous avons montré les locaux prévus, nous a fortement encouragés à déposer un projet car, à ses yeux, toutes les conditions sont réunies pour qu'on obtienne une reconnaissance d'utilité publique par le Gouvernement. A propos du local que nous avons déniché, nous avons eu la chance immense de tomber, au bon moment, sur ce qui convenait le mieux : proche de l'école, d'un accès parfaitement

sécurisé, vaste, clair, facilement adaptable aux besoins. Pour la discussion qui va suivre, je précise que la Directrice de notre crèche actuelle Croque-Pomme, Madame Brigitte Courtet Lestrade, est parmi nous et que c'est bien volontiers qu'elle répondra à vos interrogations. Le Président de la Commission actuelle de la structure d'accueil de la petite enfance, Monsieur Blaise Willemin, est naturellement aussi à votre disposition.

Monsieur Germain Jobin : ce local se trouve-t-il au rez-de-chaussée ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : non, il est situé dans les combles, là où a eu lieu l'exposition du FC Les Bois.

Monsieur Marcel Barthoulot : j'aimerais savoir si le système HARMOS est une loi fédérale ou cantonale.

Madame Brigitte Courtet Lestrade : c'est une loi fédérale.

Monsieur Marcel Barthoulot : donc, si ce soir on est appelé à accepter ce projet, on ne peut pas aller contre le système. Il faudra quand même trouver une solution si le Conseil général décide de ne pas adhérer à votre projet. On devra donc remettre ce problème sur le tapis un jour ou l'autre.

Madame Brigitte Courtet Lestrade : on n'a absolument pas le choix par rapport à l'entrée obligatoire des enfants à l'école à partir de l'âge de 4 ans, ce qui nous a amenés à devoir annoncer aux parents de ces écoliers que nous ne pourrions plus les accueillir. Nous avons des jeunes enfants qui sont sur les listes d'attente et que nous ne pouvions pas accueillir. Pour les deux années de scolarité supplémentaires, on ne peut absolument rien faire.

Monsieur Marcel Barthoulot : un enfant de 6^{ème} année peut donc encore adhérer à ce système.

Monsieur Daniel Hubleur : je suis bien sûr acquis à cette demande. Je ne peux que regretter qu'on soit dans des situations pareilles, c'est-à-dire qu'une loi fédérale impose aux cantons, respectivement aux communes de mettre sur pied un système scolaire différent et que, par contre, le soutien au niveau extra-pédagogique ne soit pas sans autre reconnu. Ce que je veux dire par là, c'est que le Gouvernement, respectivement le Parlement jurassien, à ma connaissance, avaient émis un moratoire sur le nombre de postes reconnus et qu'aujourd'hui, il y a ce blocage. J'ai entendu que Delémont est aussi passé là-dessus. Est-ce qu'on est dans ce cadre-là puisque sous le point 2, le Conseil général devrait prendre cette décision et vous avez mis « sous condition de la reconnaissance d'utilité publique » ? Peut-on avoir plus d'informations là-dessus ? Qu'est-ce qu'il en est si on prend une décision aujourd'hui ? Quels risques a-t-on ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : nous avons été baignés dans le flou. Cette idée de moratoire, je ne sais pas d'où elle est venue, elle a été prise très au sérieux, il y a même eu une pétition qui a été lancée dans la Commune, mais une séance a été organisée par le Gouvernement à l'intention de tous les Conseils communaux et Directeurs de crèches. Le problème n'est pas rencontré qu'aux Bois, il est général. On peut dire que c'est dans les Franches-Montagnes que l'introduction d'HARMOS crée le plus de problèmes parce que nous avons des petites crèches qui ne peuvent plus assumer et faire le tampon. Dans les grandes localités, les crèches sont suffisamment développées et c'est plus facile de le faire. Certaines communes avaient anticipé et aussi déjà pris la décision de mettre sur pied des structures d'accueil. Il nous a notamment été dit lors de cette séance qu'il n'y avait jamais eu de moratoire. On nous a confirmé qu'on pouvait déposer un projet. Il s'agit simplement maintenant de réaliser un bon projet qui réponde aux critères, aux exigences pour qu'il obtienne la reconnaissance d'utilité publique. Bien sûr qu'il y a un risque puisque je ne peux pas vous dire ce soir que le Gouvernement prendra en charge notre structure, mais nous sommes exactement dans la même situation, je n'étais pas des vôtres à ce moment-là,

que vous avez connue quand vous avez mis sur pied la crèche. Vous avez monté un projet sérieux, bien fait qui a satisfait aux conditions et, plus tard, vous avez obtenu une reconnaissance d'utilité publique. Nous sommes exactement dans le même cas de figure, mais ce n'est pas l'Etat qui va mettre sur pied notre projet. C'est à nous de concrétiser un projet et de nous lancer. Bien sûr, nous prenons un petit risque qui doit être couru parce qu'il y a des urgences, nous avons une partie de la population qui attend que quelque chose soit mis sur pied. Si, par malheur, on nous faisait par la suite grise mine, le Conseil général pourra décider la suppression de cette structure d'accueil si elle devait être supportée uniquement par la Commune, parce que vous avez vu que les frais qui en découlent sont importants. Nous devons cependant prendre un petit risque, mais il n'y a aucune raison, si les projets de Courrendlin, Develier, etc. sont acceptés, que le nôtre ne le soit pas s'il satisfait aux critères définis.

Monsieur Daniel Hubleur : dans quel laps de temps peut-on s'attendre à une réponse du Gouvernement ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je pense d'ici l'automne.

Monsieur Daniel Hubleur : le projet aura donc déjà démarré.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : c'est pour cela qu'il nous faut déjà démarrer avec cette structure d'accueil au plus vite parce que l'urgence la réclame, les parents la souhaitent. Le projet sera envoyé très rapidement, encore avant les vacances, mais le Gouvernement ne va pas faire une séance spéciale pour nous, vous connaissez les procédures.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : on parle de subventions de la Confédération de Fr. 5'000.00 par enfant. Est-ce que cette subvention-là est sûre ? Ou est-ce également par rapport à la reconnaissance du Canton ?

Madame Brigitte Courtet Lestrade : la Confédération entre en matière uniquement s'il y a une reconnaissance de la part du Canton.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : ça change aussi le budget de Fr. 35'000.00.

Madame Marianne Guillaume : je suis également favorable à cette création, mais je voulais avoir quelques petits détails. On parle de structure d'accueil, est-ce qu'un élève qui ira dans cette structure pourra aussi y faire ses devoirs ou est-ce qu'il y aura uniquement les repas ?

Madame Brigitte Courtet Lestrade : l'accueil comprend des heures d'ouverture qui, pour l'instant, ont été évaluées de 6 h 30 à 17 h. De nombreux parents ne travaillent pas aux Bois et doivent se déplacer, raison pour laquelle l'ouverture se fera tôt le matin. On a estimé qu'à partir de 17 h, ces enfants devraient pouvoir avoir quitté la structure. Les besoins sont changeants, le premier projet a été établi uniquement avec les données concernant les enfants qui fréquentent la crèche avec ce qu'ils utilisent comme taux d'occupation. Ensuite, il y a un sondage qui a été mené par le biais de l'école afin d'évaluer aussi d'autres besoins de parents qui ne sont pas connus. On a pu remarquer qu'il y avait environ une dizaine de demandes en plus pour certains enfants uniquement pour la période du repas, une dizaine pour l'horaire 6 h 30 – 8 h 30 et il en est de même pour les après-midis. Pour avoir déjà travaillé dans des structures d'accueil, en général l'équipe encourage les enfants à faire les devoirs par exemple après le temps du repas. Mais, je pense qu'il est erroné de confier la seule et unique responsabilité à une équipe éducative sur le contrôle des devoirs effectués par les enfants. Les parents doivent rester responsables du cursus scolaire.

Madame Jacqueline Stauffer : on a également à l'école les devoirs surveillés. Ces enfants-là pourraient faire les devoirs surveillés à l'école et ensuite se rendre à la structure d'accueil à partir de 16 heures.

Madame Brigitte Courtet Lestrade : c'est aussi le problème qui est actuellement rencontré à la crèche : nous avons des bébés de 3 mois avec des enfants de 6 ans. Vous imaginez bien que certains points sont très complémentaires et agréables, mais il devient difficile d'offrir des activités bien ciblées et adéquates pour les plus grands puisque les petits ont la priorité et que nous n'avons pas le choix.

Monsieur Marcel Humair : je pense que c'est important de rappeler que cette sécurité de reconnaissance d'utilité publique est faite à posteriori. On avait déjà eu beaucoup de difficultés à intégrer cette notion-là lors de la création de la crèche et je pense que si Madame Bueche et la Directrice prétendent que le projet est jouable et de qualité, ce sont des avis qui peuvent nous permettre d'être confiants par rapport à la reconnaissance ultérieure. C'est prévu par le Gouvernement, là où ça portait discussion par rapport au Gouvernement, c'était le nombre de ces unités d'accueil et leur répartition sur le territoire et pas leur existence fondamentale.

Monsieur Gilles Cattin : j'aurais une question par rapport au nouveau projet de halle qui va un jour se développer, c'est sûr. Est-ce qu'il y a quelque chose de prévu par rapport à l'intégration de cette structure d'accueil ? Ou restera-t-on indéfiniment en location dans un local qui ne nous appartient pas ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : c'est une question qui est revenue sur le tapis. Naturellement, nous en avons parlé avec le propriétaire du local qui s'est montré compréhensif et qui nous a dit comprendre que, par la suite, si notre complexe de halle était réalisé, nous déménagerions et que nous y établissions la structure d'accueil pour rentabiliser nos biens. De toute façon, il nous faut trouver une solution transitoire et un délai de trois ans nous semble nécessaire et le propriétaire est d'accord.

Monsieur Blaise Willemin : tout a été assez bien résumé par Monsieur Dubois et Madame Courtet Lestrade. J'aimerais juste ajouter que nous ne sommes pas partis là-dedans tête baissée, il y a un sondage qui a été fait au niveau de l'école. Si on ne prend que les enfants en âge de sortir de la crèche, on est quasiment complet au niveau de cette structure d'accueil. On voit aussi au niveau de la cantine qu'il y a une très grande demande. Si ça se met en place, on peut quasiment dire que son succès est assuré. De plus, on a voté une nouvelle zone à bâtir, on a pu voir dans l'ordre du jour qu'il y a un projet de locatifs qui semble en bon développement. De toute façon, la Commune est appelée à se développer et va encore amplifier ce problème. Il nous faut donc vraiment une solution. Le Noirmont, Les Breuleux sont aussi sur le point de déposer des dossiers. Une commune de notre envergure doit se munir de cet outil de travail indispensable. Je vous demanderais donc de soutenir ce projet dans l'intérêt de notre commune.

Monsieur Marcel Barthoulot : est-ce que le personnel engagé est sous l'égide de l'école ou de la crèche ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : le personnel aura un statut semblable au personnel de la crèche. La direction sera assumée par la Directrice de la crèche et c'est la Commission de la crèche actuelle qui chapeautera aussi cette nouvelle structure. On espère cependant travailler en bons termes avec l'école. Dans cette question d'accueil des écoliers, l'école ne propose absolument rien et n'a aucune obligation. HARMOS, c'est un point faible, n'avait pas pour but de s'occuper du vide créé par les jours de congé. C'est aussi ça la grande difficulté pour les parents. En effet, les petits ont trois demi-journées de congé par semaine. C'est une gestion extrêmement difficile pour les parents et pour les gens qui gèrent les structures d'accueil.

Monsieur Germain Jobin : si je ne mets pas en doute l'utilité de cette structure d'accueil, je suis un petit peu étonné par rapport à l'investissement, qu'on paie quand même une certaine location et que la Commune doive encore payer Fr. 20'000.00 pour l'équipement.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : c'est le minimum nécessaire. Si on fait une structure d'accueil, il faut qu'on fasse une cuisine, non pas complète puisque les repas seront livrés, mais il faut une plonge, etc.

Monsieur Germain Jobin : pourquoi ce n'est pas le propriétaire qui paie ?

Monsieur Pierre-Yves Dubois : on peut comprendre la position du propriétaire qui n'a pas la garantie qu'on va occuper longuement ses locaux. Il m'a encore précisé que l'après-midi qui suivait notre rencontre, il avait des propositions pour occuper son local. Il faut aussi admettre qu'il y a une part d'investissement nécessaire que la Commune doit supporter.

Monsieur Pierre Stauffer : sans aucun doute, je crois que c'est l'évolution de la société, de la famille, on a besoin de cette structure d'accueil. On n'a pas commenté les chiffres. Combien aura-t-on à charge de la Commune après déduction de la participation des parents, des subventions de la Confédération, la prise en charge du Canton à la répartition des charges ? Je fais le calcul et j'arrive à Fr. 7'400.00. C'est peu de choses, mais c'est répétitif, c'est pour cela qu'on doit passer par le Conseil général. On a parlé de 10 enfants à la crèche, il y a eu une pétition et j'aimerais savoir combien d'enfants sont concernés en tout.

Madame Brigitte Courtet Lestrade : pour la rentrée d'août, 13 enfants sont concernés et, par rapport à l'effectif de la crèche, 7 enfants sont concernés pour 2013.

Monsieur Cyril Jeanbourquin : les locaux qui sont à disposition peuvent accueillir combien d'enfants ? Je n'aimerais pas qu'on soit pris de court si on a davantage d'enfants.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : notre chance, c'est d'avoir trouvé quelque chose qui est idéal et qui permet une absorption massive. Il y a des normes, chaque enfant doit avoir 3 m² à disposition, nous avons plus de 60 m², nous avons deux étages, une mezzanine, on peut vraiment occuper ces locaux intelligemment.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : l'heure de fermeture à 17 h me paraît être tôt.

Madame Brigitte Courtet Lestrade : il y a des choix à faire. Sur l'évaluation du nombre d'heures fréquentées par le nombre d'enfants, on arrive à 39 h 50, plus une partie de poste éducatif que je ne pourrai plus remplir à la crèche puisque mes charges administratives changeraient, il y a déjà 10 h 50 et un poste représente 8 h. On est parti du principe que sur les deux parents, avec les horaires libres, il y a peut-être moyen de faire en sorte qu'un des parents puisse être là à 17 h. On a privilégié l'ouverture à 6 h 30, sachant qu'il y a peut-être moins de marge le matin.

Monsieur Marcel Humair : je tiens à dire aux personnes qui se sont activées pour que cette démarche puisse aboutir avec les résultats qu'on constate aujourd'hui que je les remercie pour le travail effectué et la qualité du projet qui, malgré l'urgence, me paraît être bien ficelé. Au vu de la nécessité de cet objet, je me permets de recommander d'accepter cette création, chose que je ferai personnellement.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je vous remercie pour la qualité de votre écoute qui laisse bien augurer de la suite.

Monsieur Gabriel Bilat : en tant qu'administrateur de la société Concordia, je demande l'autorisation de me retirer durant le vote de ce point de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, Robert Claude : je remercie Monsieur Bilat.

Au vote, le point 2 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

3. Discuter et approuver la création de 1.2 poste de travail pour le personnel de la structure d'accueil pour écoliers

Entrée en matière.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : il coule de source que nous engagions maintenant la discussion sur le point 3 en acceptant l'entrée en matière, sinon je n'y comprends plus rien.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée tacitement.

Débat de fond.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : je n'ai pas grand-chose à dire si ce n'est que cette évaluation pourra peut-être être affinée, que nous ferons tout notre possible en ce qui concerne la possibilité de mettre en synergie le personnel de la crèche avec cette unité d'accueil. Il n'est pas impossible que nous recourrions à quelques astuces, on nous a signalé qu'il était possible, pour l'accueil, de faire appel à des mamans de jour sans qualifications extraordinaires, ce qui pourrait aussi abaisser éventuellement un petit peu les coûts. Le moment clé dans ces journées, c'est le repas de midi avec une grosse affluence. Nous aurons sûrement des demandes de parents uniquement pour la pause de midi entre 11 h 30 et 13 h 30. Après, il y aura bien sûr la présence d'une éducatrice pour gérer les derniers moments de la journée. Cela devra être affiné. Ce qui vous a été proposé, c'est 1.2 poste de travail et on peut encore affiner cela à l'interne après coup. C'est un dossier qui sera aussi un peu évolutif, il n'est pas dessiné absolument de manière fixe.

Monsieur Yann Chappatte : j'ai juste une question mathématique. Avec une ouverture à 6 h 30 et une fermeture à 17 h, cela fait 10 h 30, fois 5, cela fait 52 h 30. J'ai de la peine à concevoir 1.2 poste à 52 h 30, il y a donc quelque chose qui a dû m'échapper.

Madame Brigitte Courtet Lestrade : j'ai effectué le calcul de toutes les tranches-horaires et on arrivait à 39 h 50. Il y a aussi un poste d'intendance qui doit entrer en matière. Comme l'a dit Monsieur Dubois, il y a certaines demi-journées où on aura moins de 6 enfants et on ne laissera pas l'unité d'accueil ouverte, on va prendre les enfants à la crèche. Il y a ce genre d'arrangements qui fait qu'on aura moins d'heures.

Madame Marianne Guillaume : on ne peut pas laisser cette structure d'accueil ouverte sans qu'il y ait du personnel spécialisé, au moins une personne ou bien est-ce que ça serait possible d'avoir uniquement des mamans à certaines heures ?

Madame Brigitte Courtet Lestrade : Madame Bueche nous disait que pour 3 ou 4 enfants, on pouvait effectivement avoir recours à une maman de jour. Au-delà de 5 ou 6 enfants, on est obligé d'avoir du personnel diplômé.

Au vote, le point 3 de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

Monsieur le Président, Robert Claude : je vous souhaite une bonne fin de soirée, un bon retour chez vous et vous donne rendez-vous lundi 2 juillet 2012 pour un nouveau Conseil général.

La séance est levée à 20 h 40.

Au nom du Conseil général
Les Bois
Le Président: La Secrétaire :